

## **Fetison Rakoto Andrianirina**

Ancien Coprésident de la Transition, selon  
les Accords de Maputo & d'Addis-Abeba

## **COMMUNIQUE**

### **POUR EVITER LE PIRE**

*Jamais sans doute communiqués aussi foisonnant de formules aussi frustrantes et aussi entremêlées de considérations n'ont été offerts à la réflexion du citoyen de base que nous sommes.*

*La Troïka de la SADC et la Haute Représentante pour les Affaires étrangères de l'Union Européenne ont fait très fort en la matière en ce mois de mai, à la lecture de leurs communiqués desquels bien malin celui qui y verrait clair et qui pourrait en prendre de la graine !*

*Le message sous-jacent est compris : « Silence ! Il n'y a plus rien à dire ni à amender ». Malgré toutes les formes d'oppression : contre les opposants, contre la presse, contre la simple conscience qu'a tout individu censé de vouloir ses libertés fondamentales respectées, une certaine communauté internationale, du haut de son piédestal, s'érige soudain en censeur et évite soigneusement de désigner le Président de la Transition et ses soutiens comme étant les fossoyeurs de la Feuille de Route. Dès lors, ainsi que ces derniers s'y croient autorisés en permanence, le message est entendu : « Silence ! On réprime ! ». Et les forces de l'ordre bastonnent à tout va.*

*Les alertes, dénonciations et protestations de toutes natures de la société civile et d'organisations représentatives, toutes conscientes de leur devoir pour le salut de toute une nation, et devant le désespoir de tout un peuple ne semblent pas déranger une frange de la communauté internationale installée dans le confort d'une rhétorique dite diplomatique pour se donner un beau rôle, et de menacer de sanctions ceux-là mêmes qui défendent l'esprit et la lettre de la Feuille de Route et en réclament la stricte application de ses dispositions.*

*L'équation démocratique est pourtant simple et évidente : dans l'exercice nécessaire de sa souveraineté, seul le Peuple peut trancher sur la crise en se choisissant celui qui présidera à ses destinées. Mais il lui faut la confiance que les institutions sont à même d'offrir un processus électoral fiable et qu'en tant qu'électeur, il ne soit aucunement pré-conditionné.*

*Or, au vu des gesticulations actuelles et autres interminables tractations dont le Peuple reste un spectateur sceptique, tous les doutes sont permis. Quelles garanties institutionnelles, juridiques, techniques et pratiques, en dehors de la phraséologie habituelle « d'élections libres et transparentes », lui sont offertes pour éviter qu'on ne s'achemine vers un système où les dés sont pipés afin d'écarter untel ou untel et quand le Président de la Transition déclare que la prétendue « constitution » de la IVème République de son invention, à la suite d'un processus référendaire dévoyé, constitue désormais la charte fondamentale ?*

*Jusqu'à quel degré, le désespoir d'un Peuple doit-il arriver pour qu'enfin ses légitimes interpellations soient entendues ? Aujourd'hui, ses clameurs grondent. Le pire peut être évité si tous les acteurs, y compris la communauté internationale, arrêtent avec cette politique de l'autruche.*

Fait à Antananarivo, le 23 mai 2012